



Assemblée générale

Distr. générale
3 août 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 74 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits humains :
questions relatives aux droits humains, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits humains et des libertés fondamentales**

**Lettre datée du 2 août 2022, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente de la Suède auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration d'ordre général que la Suède avait demandé à faire après l'adoption du projet de résolution [A/76/L.75](#), intitulé « Droit à un environnement propre, sain et durable », le 28 juillet 2022 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 74 b) de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentante permanente de la Suède auprès
de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Anna Karin Eneström



Annexe à la lettre datée du 2 août 2022 adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies

**Déclaration générale après adoption du projet de résolution
[A/76/L.75](#)**

La Suède remercie le groupe restreint du projet de résolution [A/76/L.75](#), intitulé « Droit à un environnement propre, sain et durable », d'avoir porté à l'attention de l'Assemblée générale le lien important qui existe entre l'environnement et la promotion et la protection des droits humains. La Suède comprend bien les enjeux soulevés dans le projet de résolution [A/76/L.75](#) et y attache une grande importance, et c'est pourquoi le pays s'en est portée coauteur, souhaitant ainsi manifester sa volonté de participer activement aux consultations et aux négociations sur la manière de concrétiser ce droit dans la loi.

La Suède estime que la reconnaissance politique d'un droit à un environnement propre, sain et durable par cette résolution n'a pas d'effets juridiques et ne saurait être utilisée comme base légale, car la valeur juridique et les effets possibles d'un tel droit doivent encore être examinés et négociés dans les détails.
